

Brochure n° 3007

Accord collectif national

**IDCC : 1314. – MAISONS D'ALIMENTATION À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)**

**AVENANT N° 55 DU 31 JANVIER 2011
RELATIF À DIVERSES MODIFICATIONS À LA CONVENTION**

NOR : ASET1150736M
IDCC : 1314

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant, qui porte le numéro 55, modifie à compter du 1^{er} janvier 2011, les articles 5, 17, 34 de l'accord collectif national des maisons d'alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés (gérants mandataires) du 18 juillet 1963 modifié.

Il régularise également l'article 11 entaché d'une erreur matérielle figurant dans son dernier alinéa.

Article 2

Minima garantis

Les minima garantis à l'article 5 sont les suivants à compter du 1^{er} janvier 2011 :

- gérance première catégorie : 1 545 € par mois ;
- gérance deuxième catégorie : 2 245 € par mois.

Article 3

Indemnité de départ à la retraite

Au 2^e alinéa de l'article 17, après les mots « à l'article 16 » est ajoutée la phrase suivante :

« Toutefois, le plafond visé au dernier alinéa de l'article 16 est dans ce cas porté à 7 mois. »

Au 3^e alinéa de l'article 17, les mots « de 60 ans » sont remplacés par les mots suivants : « légal d'ouverture du droit à liquidation des droits à la retraite. ».

Article 4

Congés payés

Au dernier alinéa de l'article 34, les mots :

- « 5 jours après 25 ans » sont remplacés par les mots « 6 jours après 25 ans » ;
- « 6 jours après 30 ans » sont remplacés par les mots « 7 jours après 30 ans ».

Article 5

Retraite complémentaire

A la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 11, les mots « l'employeur » sont remplacés par les mots « l'entreprise ».

Article 6

Date d'application

Le présent avenant sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 7

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Article 8

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 31 janvier 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FCD.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FNAA CFE-CGC.